

Internet : Le casier scolaire encore vivant

Internet

Post   par : JPilo

Publiée le : 10/11/2008 0:00:00

La LDH Toulon vient de révéler le contenu d'un arrêté qui "met    jour" le fichier base   I  ves, imposé au forceps dans les écoles du premier degré depuis la rentrée 2008. C'est en fait une   version light de Base   I  ves 1er degr    

Le ministère     roublie   de préciser ce qui est peut-être le plus important : au moment de sa première inscription dans lâ  enseignement primaire chaque enfant se voit attribuer un Identifiant national   I  ve (INE), qui le suivra pendant toute sa scolarité (primaire, secondaire, supérieur).

Ces identifiants permettront    lâ  administration de constituer un répertoire de la jeunesse. Cette page du site LDH Toulon vous donnera des informations sur certains aspects d  un fichage    propos desquels le ministère reste étrangement silencieux (   titre d  exemple : les données de lâ  INE pourront être conservées pendant 35 ans !).



[La pétition lancée    l'initiative du Correso de Rennes et des BBA](#) il y a presque un an est toujours active, alors faites tourner pour débloquer le compteur (27.605 signatures    ce jour):

Le fichage généralisé de lâ  enfance est en marche  !

Il se fait progressivement, département par département, académie par académie, dans une indifférence quasi générale.

Nous savons depuis le début que **le fichier central Base Elèves** n'est pas un simple outil de gestion pour l'Education Nationale mais un des instruments mis en place pour le contrôle de la population. Nous avons compris que l'enjeu immédiat de ce fichier est la création d'un répertoire national d'identification, à partir duquel tout serait possible.

Donner un matricule (un Identifiant National Elève) à des enfants à partir de 3 ans est insupportable.

Le faire sans que les parents aient leur mot à dire est scandaleux (et sans doute illégal).

Depuis le début de cette opération, des collectifs de parents, d'enseignants, d'élus et de citoyens se sont créés contre Base Elèves. Des directrices et des directeurs continuent en conscience à refuser de renseigner le dispositif malgré les sanctions.

Nous, soussignés, appelons à une réunion nationale de résistance à base Elèves :

- pour faire le point sur la situation dans les départements déjà concernés
- pour encourager les autres à ceux qui vont lâcher à s'engager dans le refus
- pour regrouper les dissidents isolés, ceux qui subissent des pressions et des retenues de salaire, ceux qui sont menacés de retrait de la fonction de direction
- pour envisager des actions coordonnées.

Sites à consulter :

[Collectif Isérois pour le retrait de Base Elèves](#)

[Fédération Nationale pour l'Ecole Rurale](#)

[Section de Toulon de la LDH](#)

À